

principales industries de Spadina, en l'occurrence le textile, la chaussure et le vêtement.

● (1620)

Pour les autres détaillants de Spadina, le long des rues Kensington, Bloor, College, Queen, Dupont, Yonge et King et ailleurs dans le quartier commercial, le volume des ventes a baissé et il leur est difficile d'obtenir du crédit. Si ces détaillants ont besoin d'aide, ce n'est pas surtout pour prendre de l'expansion, mais plutôt pour survivre. Le programme les empêche d'obtenir les emprunts qui leur permettraient de survivre.

On a fait état de la même situation lundi dernier à Montréal. En même temps que d'autres députés du NPD, j'ai assisté à une audience où des Montréalais et des Québécois nous ont dit ce qu'ils pensaient de l'incidence du budget du gouvernement sur l'économie. Nous avons notamment parlé au Conseil des gens d'affaires du Québec. Voici ce qu'ils nous ont dit:

[Français]

En conséquence, il vous demande de bien vouloir exposer et défendre, devant la Chambre des communes d'Ottawa, ses points de vue en matières économiques.

[Traduction]

Autrement dit, il demandait au NPD de transmettre un message au gouvernement. Il signalait notamment que le bill est en train d'anéantir l'industrie. En décidant il y a quelques semaines d'abandonner le contingentement des chaussures de cuir le gouvernement est en train de ruiner les fabricants de chaussures. Jusqu'à présent, cette industrie représentait encore 70 p. 100 de la production de chaussures au Canada et utilisait encore 70 p. 100 de la production des tanneries canadiennes. Les fabricants craignent maintenant de perdre une bonne partie de leurs débouchés à cause de la suppression des contingents pour les chaussures de cuir. La décision du gouvernement est désastreuse pour ce secteur à une époque où il éprouve déjà des difficultés. Malheureusement, même la loi sur les prêts aux petites entreprises n'aidera pas cette industrie. Elle ne pourra pas en profiter.

Je suis certain que tous les députés ont reçu le mémoire présenté par la Fédération des entreprises indépendantes à propos du budget. La Fédération signale notamment que certaines entreprises et fermes familiales sont vendues à tempérament pour servir de régime de retraite et que le budget supprime les avantages que cela représente. La loi sur les prêts aux petites entreprises n'aidera pas ces entreprises et ces fermes familiales.

On nous a parlé de l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise. Le même problème s'est présenté l'année dernière. Il y a trop de paperasserie administrative et trop peu de gens peuvent profiter du programme. Spadina a été témoin d'un incident comique l'été dernier. Le candidat libéral a voulu exploiter le programme d'obligations pour l'expansion de la petite entreprise en prétendant que le gouvernement aidait vraiment le petit exploitant. C'est ce qu'il proclamait dans les réunions publiques à son détriment. Et il a perdu l'élection.

Comme on l'a signalé, ce programme consiste à offrir de l'aide aux entreprises au bord de la faillite. Cela rappelle un peu la situation des propriétaires que le ministre chargé du logement devait aider. Les banques semblent hésiter à consentir des prêts à des gens qui, pour se conformer aux nouvelles règles, doivent attendre d'être au bord de la faillite. Quand ils se présentent à la banque à ce point-là, le directeur les évince.

Prêts aux petites entreprises—Loi

L'obligation pour l'expansion de la petite entreprise est aussi efficace que le fameux remède contre la rougeole. Après avoir reçu votre dollar, les charlatans vous disaient de suivre leurs directives et si la maladie persistait, ils vous rembourseraient votre argent. Les directives étaient: «Rassemblez toutes les taches en une seule suffisamment grande pour pouvoir en sortir». L'obligation pour l'expansion de la petite entreprise est à peu près aussi utile aux commerçants de Spadina et d'ailleurs.

Le plus grand danger qui menace les petites entreprises, ce sont les taux d'intérêt élevés. L'été dernier, un petit exploitant me disait ceci: «A 12 p. 100 d'intérêt, Trudeau gagne; à 20 p. 100, il est perdu». Il faisait allusion alors à l'élection complémentaire de l'été dernier, et il avait raison. Le nombre de faillites dépasse de 48 p. 100 celui de l'an dernier et le programme de prêts aux petites entreprises ne pourra pas combler cet écart.

En fait, le gouvernement a fait quelque chose d'inusité. A cause d'une grave préoccupation commune, les travailleurs, les propriétaires de maisons, les agriculteurs et les petits exploitants se sont solidarisés. Il y a quelques semaines, 100,000 d'entre eux sont venus sur la Colline lui demander de faire baisser les taux d'intérêt. Ils ne voulaient plus entendre parler de petits programmes de subventions particuliers destinés à tel ou tel petit groupe. Ils veulent simplement des taux d'intérêt raisonnables. C'est aussi ce que les électeurs, les propriétaires et les commerçants de Spadina ont demandé l'été dernier, et ils le réclament toujours.

Bien sûr que nous devons élargir la portée de la loi sur les prêts aux petites entreprises. Cependant, la loi ne pourra pas sauver les centaines de petites entreprises et autres qui font faillite à cause des politiques du gouvernement. Comment peuvent-ils accueillir avec plaisir un élargissement d'un programme qui ne leur a même pas servi. Nous devons approuver le projet de loi, mais il est sans commune mesure avec les besoins réels.

[Français]

M. Claude Tessier (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national): D'abord, monsieur le président, je ne veux pas me faire d'illusions, je pense qu'au niveau des objectifs et du principe du bill C-84, tous les députés de la Chambre sont tout à fait d'accord, parce que l'objectif d'augmenter de 850 millions à 1.5 milliard le plafond actuel pour les prêts aux petites entreprises est clairement accepté par tous les députés de la Chambre, et cette augmentation est devenue nécessaire précisément à cause de la popularité du programme, de son utilité, et comme la demande existe, notre gouvernement veut bien y répondre et y répondra effectivement.

Évidemment, comme les autres députés de la Chambre qui profitent d'un tel débat pour passer d'autres messages, je voudrais bien obtenir l'indulgence de la Chambre, mais je serai très bref dans mes remarques. Je profiterai cependant de ce débat pour tenter d'inviter le gouvernement du Québec à davantage de coopération, parce que je pense qu'il est important que les Québécois comprennent maintenant, en particulier le gouvernement du Québec, essaient de comprendre que ce n'est pas utile et efficace qu'au niveau du gouvernement fédéral on prenne toutes sortes d'initiatives pour aider les entreprises si d'autre part par des contre-stratégies le gouvernement du Québec arrive à annuler ou à détruire complète-